

DÉCLARATION PRÉALABLE À LA CAPD du 07/03/2025 PAR LE SNUDI **FO** 72

Messieurs et mesdames les membres de la CAPD,

Concernant l'actualité

Cette fois encore, nous ne pouvons pas commencer notre déclaration sans parler du contexte international, marqué par les conflits et la marche à la guerre dont le gouvernement se sert pour développer sa politique « austéritaire » au nom de l'économie de guerre.

Alors qu'un cessez-le-feu est signé depuis le 19 février, le massacre du peuple palestinien de Gaza et Cisjordanie se poursuit avec l'assentiment des États-Unis dont le président propose de transformer la bande de Gaza en Riviera.

La guerre Ukraine/Russie saccage la jeunesse et les citoyens et l'on dresse déjà son atroce bilan du million de victimes tuées ou blessées. Et désormais, le président américain ordonne aux pays européens d'assumer l'intégralité des coûts de cette guerre, d'augmenter les dépenses militaires à hauteur de 5 % du PIB. La réponse du gouvernement français ne s'est pas fait attendre : il entend sacrifier les services publics en y associant les organisations syndicales !

Leur guerre est un instrument de destruction de tous les droits, de toutes les conquêtes sociales des peuples tandis qu'elle permet « *des fortunes scandaleuses édifiées sur les misères humaines...* », ce que rappelle l'épithaphe gravée sur le monument aux morts de Saint-Martin-d'Estréaux, dans la Loire. Comment ne pas évoquer aussi la fulgurance d'Anatole France dans le journal l'Humanité lorsqu'il caractérisa ainsi « *leur guerre* » : « *On croit mourir pour la patrie, on meurt pour les industriels* ». Notre fédération, la FNEC FP **FO** soutient toutes les mobilisations en faveur de la paix.

Les dernières déclarations du président Macron confirment qu'il a bien compris le message du président Trump, « *au nom du nécessaire effort de guerre qu'il faudra fournir* », il prend en exemple le Danemark où la Première ministre danoise voudrait reculer l'âge de départ à la retraite au-delà de 70 ans. Le très rejeté Président Macron voudrait faire des économies sur le dos des Français. Alors que les mobilisations contre les 64 ans ont été massives et le refus ultra majoritaire, le Président Macron, porte-parole du capital, considère que travailler jusqu'à 64 ans ne suffit pas. Il veut aller toujours plus loin.

Pour **FO** c'est un double non. **FO** revendique toujours l'abrogation pure et simple de la réforme Macron-Borne. Notre confédération a eu raison de quitter le « conclave » sur les retraites qui n'a d'autre objectif que d'associer les organisations syndicales à la destruction du système de retraite par répartition.

Concernant l'évaluation-accompagnement avec une pseudo-revalorisation selon PPCR

Nous rappelons que nous nous sommes opposés à PPCR sur les deux volets : le volet accompagnement des collègues et le volet rémunération. Nous sommes la seule organisation

ici présente à avoir voter CONTRE.

- Les enseignants ne veulent pas du premier volet de PPCR, celui de l'évaluation pour une rémunération au mérite, celui d'une appréciation immuable, celui de l'accompagnement des carrières des collègues. Les collègues veulent des critères justes, objectifs et transparents.

Tout cela est un véritable mépris pour les personnels !

En combinant les rendez-vous de carrière et l'accompagnement des enseignants dans un cadre individuel ou collectif, le nouveau mode d'évaluation est une arme pour remettre en cause l'indépendance professionnelle et la liberté pédagogique pour imposer les contre-reformes de l'école avec les nouveaux cycles, l'inclusion systématique, les partenariats avec les collectivités territoriales.

FORCE OUVRIERE est CONTRE le fait de résumer un entretien de carrière à une appréciation, immuable après le 3ème RDV de carrière à mi carrière.

- Sur le second volet, celui de la rémunération, le gouvernement l'a reconnu, les enseignants français sont moins rémunérés que la moyenne des pays de l'OCDE avec un temps de travail devant élève parmi les plus élevés. Il y a donc urgence qu'il y ait une nette revalorisation des traitements des enseignants. Et nous parlons bien de traitement et non de nouvelles primes.

Avec un niveau de rémunération en début de carrière passant enfin les 2000€ net pour un BAC+6, on est loin du compte ! En effet, en tenant compte du niveau de vie des instituteurs (époque où il n'y avait pas de problème de recrutement) avant la création du grade de la hors-classe, on devrait avoir un début de carrière à 3000€!

Pour FORCE OUVRIERE il n'y a qu'un seul levier, celui qui existe depuis des décennies, c'est la revalorisation du point d'indice. Ce même point d'indice qui stagne depuis 2010 sans prendre en compte l'inflation et la perte que représente l'augmentation des cotisations vieillesse pour s'aligner sur le privé. Avec le gel du point d'indice annoncé pour 2025, c'est à nouveau une baisse du pouvoir d'achat des enseignants et de l'ensemble des fonctionnaires qui aboutit à une perte de pouvoir d'achat de plus de 31% depuis 2000 !

Parlons maintenant du PACTE qui est la seule solution pour bon nombre d'enseignants de voire une revalorisation sous forme d'une énième prime alors que nous travaillons déjà assez et que cette revalorisation nous est due SANS contrepartie ! Faire des heures en plus chaque semaine pour aller au collège, revenir durant les vacances, ASSEZ de ce mépris.

Comme pour les retraites, de l'argent il y en a. Il est magique pour aider les entreprises, il est magique pour la guerre et inexistant pour une majorité de la population ! Les enseignants comme toutes les professions seront à nouveau prêts pour se mobiliser pour défendre leurs conditions de travail, de rémunération et leur système de retraites. NON à la retraite des morts, NON pour enseigner jusque 64 ans voire 67 ans ! La majorité d'entre-eux n'aura pas toutes ses annuités, c'est la double peine !